

24

Séance du 09 JUIN 2023
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE VALS PRES LE PUY

DELIBERATION N° 10

Date de la convocation : 30 mai 2023

Date d'affichage : 16/6/2023

L'an deux mil vingt-trois et le neuf juin à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Laurent BERNARD, Maire.

Présents : M. Laurent BERNARD, Mme Béatrice DIELEMAN, M. David CHANTRE, Mme Patricia MAURY-COMBRIS, M. Serge VOLLE, Mme Lucie LANGLET, M. Gérard FÉNEROL, Mme Christiane VAILLE GIRY, M. Gérard CHALLET, M. Raymond GALTIER, Mme Joëlle FERRY, Mme Evelyne DURAND-ALLARY, M. Norbert MOURGUES, M. Jean-Pierre RIOUFRAIT, Mme Véronique BONNET, Mme Chantal GROS, M. Christian BOURDIOL-TANAVELLE, Mme Myriam LIAUTAUD, Mme Karine REYNAUD.

Absent : M. Julien CHARREYRE.

Représentés : Mme Camille DESVIGNES donne pouvoir à M. David CHANTRE, M. Philippe JOUJON donne pouvoir à Mme Karine REYNAUD.

Secrétaire de séance : Mme Patricia MAURY-COMBRIS.

OBJET : Modification du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation du PLU

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 153-36 à L 153-48

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 03 octobre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme et les deux arrêtés du Maire de mise à jour en date du 10 décembre 2019 et du 12 mai 2020.

Monsieur le Maire rappelle que l'article L 153-36 du code de l'urbanisme indique que, sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement ou les orientations d'aménagement et de programmation.

Monsieur le Maire expose que la modification du Plan Local d'Urbanisme est rendue nécessaire au regard des retours d'expérience de sa mise en application qui justifie :

- L'évolution partielle des Orientations d'Aménagement et de Programmation – OAP (pièce n°3 du PLU), notamment la modification de certains principes d'aménagement et de programmation des secteurs d'OAP n°1, OAP n°3, OAP n°4, OAP n°5, OAP multisectorielle J, pour faciliter la traduction opérationnelle des différents projets ;
- La traduction des modifications apportées aux secteurs OAP par une évolution ponctuelle des dispositions réglementaires des plans de zonage (pièces n°4a et 4b du PLU – Plan de zonage global au 1/5000 et Plan de zonage du Bourg au 1/2500) et de la liste des emplacements réservés (pièce n°4c du PLU) ;
- L'adaptation de certaines dispositions du règlement écrit (pièce n°5 du PLU) notamment des articles 13 des zones UA, UB, UD et AUc, de l'article 2 de la zone N et l'article 11 de toutes les zones, en vue de faciliter leurs applications.

Considérant que conformément aux articles L153-31 et L.153-36 du code de l'urbanisme, une telle évolution du document d'urbanisme n'a pas pour conséquence de :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables.
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière.
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

Considérant que cette évolution du document d'urbanisme n'a pas pour effet de :

- majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, sauf exceptions visées par le code de l'urbanisme ;
- diminuer ces possibilités de construire ;
- réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

Considérant dès lors que l'évolution à apporter ainsi au Plan local d'urbanisme relève du champ d'application de la procédure de modification simplifiée telle que prévue par l'article L.153-45 du code de l'urbanisme ;

Monsieur le Maire indique que le projet de modification sera envoyé à la Mission Régionale de l'Autorité environnementale dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas pour solliciter une dispense d'évaluation environnementale. Il sera transmis pour avis à Monsieur Le Préfet, la commission de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) et aux personnes publiques associées. Il fera l'objet d'une mise à disposition du public dont les modalités seront définies par délibération du conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit (8) jours avant le début de cette mise à disposition.

Le projet de modification simplifiée n° 1, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis des personnes publiques associées, seront mis à la disposition du public durant un mois dans des conditions lui permettant de formuler ses observations qui seront inscrites et conservées dans un registre.

A l'issue de la mise à disposition, le Maire en présentera le bilan devant le conseil municipal, auquel sera soumis pour délibération le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis par les personnes publiques associées et des observations du public.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (2 abstentions : K Reynaud et P Joujon), décide de modifier en particulier les éléments suivant du règlement écrit et graphique et des OAP :

- L'évolution partielle des Orientations d'Aménagement et de Programmation – OAP (pièce n°3 du PLU), notamment la modification de certains principes d'aménagement et de programmation des secteurs d'OAP n°1, OAP n°3, OAP n°4, OAP n°5, OAP multisectorielle J, pour faciliter la traduction opérationnelle des différents projets ;
- La traduction des modifications apportées aux secteurs OAP par une évolution ponctuelle des dispositions réglementaires des plans de zonage (pièces n°4a et 4b du PLU – Plan de zonage global au 1/5000 et Plan de zonage du Bourg au 1/2500) et de la liste des emplacements réservés (pièce n°4c du PLU) ;
- L'adaptation de certaines dispositions du règlement écrit (pièce n°5 du PLU) notamment des articles 13 des zones UA, UB, UD et AUc, de l'article 2 de la zone N et l'article 11 de toutes les zones, en vue de faciliter leurs applications.

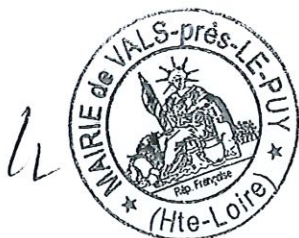
La présente délibération sera transmise à Monsieur Le Préfet. Elle fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans journal diffusé dans le département de la Haute-Loire.

Elle sera publiée sur le site internet de la commune accessible à l'adresse www.valspreslepuy.fr

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

A Vals-près-Le Puy, le 09 Juin 2023.

**Le Maire,
Laurent BERNARD.**



| | | |
|-----------------------------------|--------|----|
| Nombre de Conseillers présents | | 19 |
| Nombre de Conseillers représentés | | 2 |
| Nombre de suffrages exprimés | | 19 |
| Abstention | | 2 |
| VOTE | CONTRE | 0 |
| | POUR | 19 |